



**PRÉFET  
DU VAR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques et  
de l'appui territorial**

Bureau de l'environnement et du développement durable

Arrêté préfectoral modifiant les prescriptions applicables à l'installation, dite SERAHU 1, de transit, regroupement de déchets dangereux, située, avenue Henri Becquerel, au Luc

***Le préfet du Var,***

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L181-14, R181-45 et R181-46 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 28 mars 1997 à la société SERAHU pour l'exploitation d'une installation de transit, regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune du Luc, avenue Henri Becquerel, lieu dit « Le plan de la tour », ZI des Lauves ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 février 2014 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale délivré le 28 mars 1997 à la société SERAHU pour l'exploitation d'une installation de transit, regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune du Luc, avenue Henri Becquerel, lieu dit « Le plan de la tour », ZI des Lauves ;

Vu le dossier et la modification notable portés à la connaissance du préfet par la société SERAHU le 3 novembre 2023 concernant l'installation de transit, regroupement de déchets dangereux, susmentionnée ;

Vu les compléments au dossier, précité, transmis par l'exploitant par courriels des 30 octobre et 9 décembre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date 23 décembre 2025 ;

Vu la communication le 22 janvier 2026, dans le cadre de la procédure contradictoire, à l'exploitant, sous pli recommandé avec accusé de réception, du présent projet d'arrêté complémentaire ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du projet d'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'une jauge automatique n'est pas adaptée à la viscosité et à la souillure des fluides présents dans les cuves de l'établissement ;

Considérant que la société SERAHU a déjà subi des débordements au sein d'autres installations similaires ;

Considérant, en conséquence, que l'établissement SERAHU 1 dispose de volumes de remplissage erronés pour les cuves de son parc, ce qui est susceptible de conduire à un débordement de cuve ;

Considérant que le remplacement des jauges automatiques par des jauges visuelles est effectif depuis plus de 15 ans au sein d'un autre établissement et qu'aucun débordement n'a été notifié à l'inspection des installations classées sur ce sujet depuis sa mise en place ;

Considérant que ce contrôle visuel est réalisé uniquement par du personnel de la société SERAHU formé à l'utilisation de ce matériel ;

Considérant que cette modification vise à prévenir la survenue d'un débordement lors du dépotage de fluide ;

Considérant que les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L511-1 et L211-1 du code de l'environnement, mais qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions encadrant le fonctionnement de l'établissement ;

Considérant, dès lors, qu'en application de l'article R181-45 du code de l'environnement, la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) n'est pas requise ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Champ d'application**

La société SERAHU, pour ses installations de transit et regroupement de déchets dangereux dites « SERAHU 1 », SIRET 03552140000032, sises, au Luc, avenue Henri Becquerel, lieu dit « Le plan de la tour », ZI des Lauves, dont le siège social est situé 68 chemin de la Campanette, 06800 Cagnes Sur Mer, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

## **Article 2 – Article modifié : Jaugeage**

Les dispositions de l'article B2-6 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 1997 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

### **« Équipement des réservoirs et suivi du volume disponible**

Chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif visuel de jaugeage permettant de connaître :

- le niveau maximal de remplissage,
- le niveau à partir duquel le pompage devra être stoppé.

Un registre de suivi du volume de chaque réservoir est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il permet de connaître, à tout moment, le niveau de remplissage de chaque cuve.

### **Formation des opérateurs**

Les chauffeurs effectuant les opérations de dépotage sur le site sont exclusivement employés par la société SERAHU et ont reçu une formation spécifique au dépotage sur ce site.

Si ce n'est pas le cas, l'opération de déchargement est réalisée par un salarié de SERAHU, formé au dépotage.

### **Vérifications avant et pendant le dépotage**

Avant toute opération de dépotage, l'opérateur vérifie, à l'aide du registre et d'un contrôle visuel du réservoir, que celui-ci peut recevoir la quantité de liquide prévue sans risque de débordement.

L'opérateur reste positionné à proximité immédiate du réservoir pendant toute la durée du dépotage, afin d'en assurer la surveillance visuelle continue du niveau de remplissage.

Lorsque le niveau du liquide atteint la marque basse de la réglette faisant office de jauge, le chauffeur doit arrêter le pompage. Cette réglette est située à au moins 25 cm du bord supérieur de la cuve.

### **Mise à jour de la procédure**

La procédure de dépotage est mise à jour lors de toute modification et révisée au minimum tous les cinq ans. »

## **Article 3 - Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie du Luc et peut y être consultée.

L'arrêté est affiché à la mairie du Luc pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 4 - Délais et voies de recours**

La présente décision sera notifiée à l'exploitant ; elle est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le recours contentieux ou administratif de tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté doit intervenir dans les conditions fixées à l'article R181-51 du code de l'environnement, et faire, à peine d'irrecevabilité, l'objet d'une notification auprès de l'auteur de la décision et de son bénéficiaire.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 5 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire du Luc, l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement - unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à la sous-préfète de Brignoles, au président de la communauté de communes coeur du Var, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var et au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le 20 FEV. 2026

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

**LUCIEN GIUDICELLI**